



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 31 janvier 2013
Numéro 268

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Israël surgit sur la scène syrienne:
raid aérien aux abords de Damas*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*L'impasse de la loi électorale dans
une phase décisive. Dernier délai
de 15 jours pour un consensus*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Le 14-Mars torpille l'initiative
de Hariri*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Israël frappe un convoi du
Hezbollah*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Hariri appelle Berry et lance
aujourd'hui son initiative
«électorale»*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Raid israélien: convoi ou centre
de recherche?*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Raid israélien en Syrie contre un
convoi d'armes destiné au
Hezbollah*

Al Quds al Arabi (édité à Londres)

*Le chef de l'opposition est disposé
de dialoguer avec Assad... et
critique ceux qui ont lâché la
révolution*

L'événement

Y a-t-il une connivence entre les rebelles syriens et Israël?

Israël est directement entré en scène dans le conflit syrien en bombardant dans la nuit de mardi à mercredi un site militaire de l'armée syrienne, à 15 kilomètres au Nord-ouest de Damas, non loin de la frontière libanaise. Un communiqué de l'armée syrienne a indiqué que les avions israéliens, qui se sont infiltrés à basse altitude de la région du Mont Hermon, ont tiré des missiles sur un centre de recherche scientifique visant à «améliorer les capacités de résistance et d'autodéfense» militaire.

Censure militaire oblige, aucune source officielle israélienne n'a commenté l'attaque. Mais des «sources» citées par les agences de presse internationales ont très vite véhiculé une version selon laquelle le raid a visé un convoi d'armes destinées au Hezbollah. Des médias libanais ont repris cette version et l'ont assaisonné de moult détails. Selon une source citée par le site Nowlebanon (Proche du 14-Mars), «le convoi transportait des armes à destination du Hezbollah et a été frappé au niveau de Qousseir». Une source rebelle syrienne a déclaré qu'une «frappe» (et non pas un raid ou un bombardement) avait détruit un convoi à environ cinq km de la frontière.

De son côté, la chaîne saoudienne al-Arabiya a rapporté, citant un expert militaire israélien, que «le convoi ciblé en Syrie transportait des missiles SA-17». Mais les témoignages démentent cette thèse. Des habitants près de Damas cités par l'AFP ont affirmé que des missiles avaient touché un «centre de recherches» qui se trouve à Jomraya. Une vidéo mise en ligne par des rebelles montre des explosions dans la nuit, ainsi que des flammes au sol.

Contrairement aux médias libanais qui ont véhiculé la version du convoi, le Jerusalem Post israélien a rapporté que le bombardement pourrait avoir visé le Centre d'études et de recherches scientifiques de Damas (CERS). Ce centre était depuis plusieurs années, selon le quotidien israélien, sur les radars israéliens. En 2010, rappelle le journal, l'ancien directeur du bureau anti-terrorisme israélien du Conseil national pour la sécurité, le général Nitzan Nuriel, avait lancé un avertissement à la communauté internationale concernant le CERS. Le centre devait être détruit, avait-il dit.

Il est clair que le site visé constituait une cible privilégiée pour Israël dans ses efforts visant à détruire les capacités de la Syrie. Le communiqué de l'armée syrienne indique que les rebelles syriens avaient essayé à plusieurs reprises de prendre le contrôle du centre de recherche sans y parvenir. Il accuse les groupes armés de connivence avec les israéliens, en les aidant à identifier, localiser et détruire les capacités stratégiques de la Syrie.

Le Hezbollah a condamné le raid israélien «sauvage» qui a provoqué «la mort de frères syriens et la destruction du centre de recherches». «Cette agression confirme la conspiration contre la Syrie qui dure depuis deux ans dans le but de détruire ce pays, son armée et son rôle dans l'axe de la résistance. Il cache une plus grande conspiration encore contre les pays arabes et islamiques», a affirmé le Hezbollah dans un communiqué.

La Russie s'est déclarée jeudi «très préoccupée» par cette information qui «signifie que nous avons à faire à des tirs sans aucun prétexte sur le territoire d'un Etat souverain, qui viole grossièrement la charte de l'Onu».

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Maher el-Khatib, journaliste libanais indépendant

Les données montrent que les tergiversations qui accompagnent le débat sur la loi électorale participent d'un plan dont l'objectif est d'arriver à la date des élections sans qu'un nouveau texte n'ait été adopté, ce qui fait que le scrutin sera organisé conformément à la loi de 1960. Mais la majorité a réussi à torpiller ce plan en refusant que soit nommé en Conseil des ministres les membres de la commission de supervision des élections, dont l'existence est impérative. Le report de l'échéance électorale est-il devenu un fait accompli?

A ce jour, il n'existe aucune loi sur la base de laquelle le scrutin pourrait être organisé, d'autant que la majorité va s'employer à empêcher la formation de la commission de supervision des élections. Ce qui signifie que le report est une éventualité sérieuse. Dans ce contexte, le journaliste et analyste Ibrahim Bayram estime que l'ajournement des élections «est une éventualité qui n'a jamais été aussi probable, car les délais constitutionnels commencent à se rapprocher dangereusement». Il ajoute que les élections doivent être organisées en juin, mais la période qui nous sépare de ce rendez-vous n'est pas suffisante pour mener une campagne électorale. De plus «le débat actuel sur la loi électorale ne montre pas qu'un accord entre les protagonistes est encore possible à brève échéance, ce qui signifie que l'organisation du scrutin à la date prévue est difficile».

Le journaliste et analyste politique Johnny Mnayyar partage le même avis. Selon lui, le Liban est «sérieusement entré dans la phase du report des élections» dont les chances s'élèvent, selon lui, à 75%.

En dépit de ces données internes, certains parient sur les données internationales pour assurer que les élections auront lieu dans les délais, comme cela s'est produit en 2005. M. Bayram fait effectivement état de pressions internationales sur l'organisation des élections à la date prévue. Mais il estime que «si l'Occident devait choisir entre les élections dans les délais et la stabilité, il choisira la deuxième option», car la priorité pour lui est de maintenir le calme au Liban afin que l'attention reste focalisée sur le dossier syrien.

Al Quds al Arabi (quotidien panarabe édité à Londres)

Le chef de la Coalition nationale syrienne a créé une surprise de taille en annonçant hier être prêt à dialoguer avec le régime. Dans un texte publié sur sa page Facebook, Ahmad Moaz al-Khatib a ainsi affirmé «qu'en signe de bonne volonté», il était «prêt à des discussions directes avec des représentants du régime syrien au Caire, en Tunisie ou à Istanbul». Il ajoute prendre cette décision car «la révolution continue et il n'est plus question de chercher à gagner du temps alors que les citoyens syriens vivent une crise sans précédent». «Il s'agit de ma vision personnelle et j'en assume la responsabilité», dit-il.

M. Khatib, qui affirme «avoir appris par les médias que le régime en Syrie avait appelé l'opposition à dialoguer», pose toutefois deux conditions préalables au dialogue: la libération «des 160000 personnes» détenues dans le cadre du soulèvement contre le régime et le renouvellement des passeports des Syriens de l'étranger, dont beaucoup ont quitté le pays de façon illégale, dans les ambassades afin qu'ils ne soient pas arrêtés à leur retour. «On ne peut faire aucun compromis sur la liberté pour laquelle notre peuple a payé chèrement de son sang, nous ne discuterons pas du maintien du régime mais de son départ, avec le moins de sang et de ruines possibles», prévient-il.

Dans un long texte, M. Khatib dénonce en outre «des États qui disent aux Syriens: Attaquez! Et les abandonnent au milieu de la bataille», ceux «qui promettent de l'aide aux révolutionnaires et les laissent mourir» et d'autres qui «s'assoient sans rien faire et disent: Attaquez, ne négociez pas!» «Je dis en toute franchise qu'il y a des brigades (rebelles) sur le terrain qui n'ont pas de quoi acheter du pain et qui protégeront la révolution jusqu'à leur dernier souffle, elles sont le bouclier de la révolution qui a défié le fer, le feu, le terrorisme et la prison», lance-t-il encore.

ILS ONT DIT...

Sleiman Frangié, député du Liban-Nord (majorité)

«Le président Michel Sleiman est devenu partie prenante dans la bataille électorale et a promis à certaines factions de faire en sorte que les élections se déroulent sur base de la loi de 1960. Un report des élections est possible pour éviter une crise.

Wiam Wahhab, ancien ministre (majorité)

«Michel Sleiman se trompe s'il pense qu'en jouant au poker, il peut obtenir une prorogation de son mandat. Il ne restera pas une minute de plus après la fin de son mandat. Le Liban se dirige vers un vide législatif suivi d'un vide présidentiel.

Alain Aoun, député du Courant patriotique libre (majorité)

«Les droits des chrétiens ne doivent faire l'objet d'aucun débat et ne sauraient être mis à égalité avec les intérêts politiques. La seule raison pour laquelle nous avons approuvé la prolongation du délai de la commission ad hoc est l'insistance du président de la Chambre. Nous voulons démentir l'image négative qui nous est accolée. Ce ne sont pas des intérêts politiques mais communautaires que nous défendons.

Walid Joublatt, chef du parti socialiste progressiste

«L'entretien avec Saad Hariri était amical, sincère et importante. Nous nous sommes entendus sur certaines idées, alors que d'autres nécessitent encore un dialogue et un suivi. Nous avons convenu que le projet orthodoxe porte atteinte au pacte national.

Assem Araj, député du Courant du futur (opposition)

«La proposition électorale du président Saad Hariri est fondée sur l'accord de Taéï et sur la coexistence. M. Hariri proposera un mode de scrutin majoritaire de 36 circonscriptions garantissant une victoire chrétienne sur les listes électorales.

Les partisans de Georges Abdallah lèvent leur sit-in

Le collectif international pour la libération de Georges Abdallah a décidé de mettre fin au sit-in observé depuis deux semaines devant l'ambassade de France à Beyrouth. Cette mesure intervient après la décision du Conseil des ministres de confier le suivi de l'affaire Abdallah à la commission ministérielle ad hoc en charge du dossier des otages libanais en Syrie.

Israël: Un rapport de l'Onu condamne les colonies

Un rapport d'experts indépendants commandé par la Conseil des droits de l'Homme des Nations unies demande l'arrêt immédiat des colonisations dans les territoires palestiniens occupés et le retrait progressif de tous les colons. Selon ce rapport rendu public jeudi à Genève, «un nombre important de droits de l'homme des Palestiniens sont violés de manières et de façons diverses en raison de l'existence de ces colonies de peuplement». Le document sera soumis le 18 mars aux 47 Etats membres permanents du Conseil des droits de l'Homme. Il avait mandaté «une mission internationale indépendante d'établissement des faits» pour étudier les effets des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens. La mission appelle «tous les Etats membres» des Nations unies à assumer leurs obligations et responsabilités au regard des lois internationales dans leurs relations avec un Etat «violant les normes péremptoires des lois internationales», spécifiquement en «ne reconnaissant pas une situation illégale résultant des violations israéliennes».

As Safir

Marlène Khalifé, journaliste libanaise indépendante

Des sources françaises bien informées relèvent comment le ton de la France au sujet de la crise syrienne a changé. L'expression «Bachar el-Assad va tomber bientôt» a désormais été remplacée par «c'est une crise de longue durée».

Ces sources qualifient de «superficielle» l'approche de la France en Syrie, et cette superficialité peut être illustrée par l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, lorsqu'il a déclaré qu'il comptait «expliquer à la Russie quels sont ses intérêts». «Comme si la Russie, cette grande puissance, attendait que Paris lui indique ses intérêts et ses points forts?» ajoute les sources précitées. La précipitation française en Syrie s'explique par une mauvaise lecture des deux phases dans lesquelles est passée la révolution syrienne: la phase des manifestations pacifiques et celle du conflit armé.

Les sources françaises à Beyrouth, qui ont rencontré des officiers supérieurs syriens à Damas, expliquent les particularités de ces deux phases. Lors des manifestations pacifiques, les soldats hésitaient à utiliser les armes contre les protestataires. Aussi, de nombreuses défections ont-elles eu lieu. Les services de renseignements ont alors pris les choses en main. Car l'armée syrienne est entraînée selon la doctrine de la défense de la patrie et non pas pour tirer sur les foules. Mais aujourd'hui, les militaires ont surmonté ce complexe car ils ont en face d'eux des hommes armés, extrémistes et de surcroît étrangers. Ils sont plus déterminés et ceci explique les raisons pour lesquelles il n'y a plus eu de défections.

La France commence à y voir plus clair en Syrie. Elle a compris que le régime résiste car l'armée résiste et si celle-ci tombe, le régime qui tombera avec. Mais les rangs de l'armée sont plus soudés que jamais, maintenant que les manifestations pacifiques sont terminées.

De plus, les experts stratégiques français s'interrogent sur les différences entre les extrémistes du Mali et le Front al-Nosra en Syrie. Pourquoi les jihadistes du Mali sont-ils qualifiés de terroristes alors qu'en Syrie ils restent des jihadistes? Il est difficile d'établir une différence entre ces deux Jihad. Et si l'arsenal de Mouammar Kadhafi a fini entre les mains des extrémistes du Sahara, qu'est-ce qui dit qu'il n'en sera pas de même avec l'armement de l'armée syrienne?

Al Akhbar

A l'approche du deuxième anniversaire du déclenchement de la crise syrienne, Israël a décidé de participer à la bataille visant à renverser le régime du président Bachar el-Assad. Le raid contre un centre de recherches militaire a ouvert une nouvelle page dans le conflit syrien. A travers cette attaque, Israël a voulu adresser plusieurs messages, au régime syrien lui-même, aux acteurs de l'axe de la résistance et à ses soutiens étrangers, et aux pays occidentaux qui hésitent à utiliser la force contre Bachar el-Assad. L'Etat hébreu a voulu tracer des lignes rouges que même le régime syrien ne devrait pas dépasser sans provoquer une intervention israélienne chez lui.

Ad Diyar (Quotidien proche du 8-Mars)

La France a décidé d'intervenir dans le dossier électoral non pour favoriser les retrouvailles au sein du 14 Mars mais pour parvenir à une loi électorale pouvant contenter tous les protagonistes, le Hezbollah compris. Un responsable français a pris contact avec Mahmoud Berry, frère du président Parlement Nabih Berry, pour échanger des messages avec ce dernier, qui n'a pas voulu entretenir des correspondances diplomatiques directes avec la France. Il a demandé à son frère de ne prendre aucun engagement.

La France propose que le Liban évite une bataille électorale en 2013. Paris a donc conseillé les protagonistes de s'entendre sur un nouveau gouvernement pour faciliter l'entente sur la loi électorale: si le président Saad Hariri approuve une loi électorale qu'il aurait préféré rejeter, il devra obtenir en contrepartie la présidence du Conseil des ministres. C'est alors qu'a été évoquée la nécessité d'un accord entre le Courant du Futur et le Hezbollah en vue de la formation d'un gouvernement d'union.